laTrompette

la Trompette

Est-ce que ‘l'État profond’ est réel ?

- Andrew Miiller
- 20/06/2018

Depuis que Donald Trump a été élu président des États-Unis, une grande quantité d'informations classifiées ont fait l’objet de fuite à partir du gouvernement à la presse. La plupart de ces informations provenant de sources anonymes et à peine anonymes ont été conçues pour discréditer, endommager et possiblement mettre fin à sa présidence.

Pendant ce temps, les agences de renseignement n’ont pas divulgué les rapports de renseignement au président, et les anciens chefs d'espionnage ont dénoncé le président comme étant inexpérimenté, instable et immoral. Les agents fédéraux ont perquisitionné le bureau de l'avocat personnel du président. Les bureaucrates ont trouvé des moyens d'obstruer, de ralentir, de contester ouvertement ou simplement d'ignorer les instructions du président. Lorsque le président Trump a publiquement critiqué et renvoyé des fonctionnaires pour un tel comportement, les commentateurs de nouvelles l'ont accusé de démanteler un pilier du gouvernement américain.

Les complexités vagues et les « dénégations plausibles » à l'intérieur du labyrinthe du gouvernement fédéral sont suffisamment confuses. Mais ces scandales, enquêtes, accusations et mensonges au sein du gouvernement sont absolument déconcertants pour plusieurs. Mais tout se résume à un fait précis et inquiétant : Le gouvernement fédéral est en guerre avec lui-même.

L’historique de l’État profond

Les bureaucrates à Washington mènent une guerre civile contre l'administration Trump. Il a dit qu'il voulait « drainer le marais », mais le marais se défend. Beaucoup de commentateurs disent que quelque chose appelé « l'État profond » essaie d'exercer son contrôle sur le gouvernement des États-Unis au point de forcer le président Trump à quitter son poste.

Le stratège républicain Roger Stone a déclaré que si les mondialistes au sein du gouvernement réussissaient à évincer le président Trump, un « spasme de violence » pourrait éclater. Certains décrivent la nation comme fonçant vers l'émeute et la guerre urbaine.

De tels avertissements semblent extrêmes. Mais pour savoir à quel point vous devriez prendre au sérieux la menace de l'État profond, vous devez comprendre ce qu’il est et pourquoi il combat le président Trump.

L’État profond se lève

Le terme « État profond » est apparu dans les années 1970 en Turquie pour décrire un gouvernement puissant et non élu de bureaucrates, d'espions et d'officiers militaires qui se sont associés avec des cartels de la drogue pour réprimer une insurrection kurde.

Le Dictionnaire anglais Oxford définit « l'État profond » comme « un ensemble de personnes, généralement des membres influents des organismes gouvernementaux ou de l'armée, soupçonnés d'être impliqués dans la manipulation secrète ou le contrôle de la politique gouvernementale ».

Aux Etats-Unis, le terme décrit généralement la bureaucratie permanente des fonctionnaires non élus qui gouvernent le pays avec une autonomie croissante et une transparence décroissante.

Les craintes qu'un tel groupe de fonctionnaires non élus puisse secrètement diriger la politique gouvernementale remontent à 1947, lorsque le président Harry Truman a signé la loi sur la Sécurité nationale. Cette loi a créé le département de la Défense, le Conseil de sécurité nationale, le Comité des chefs d'état-major interarmées et l'Agence Centrale du renseignement. Pendant la guerre froide, des responsables comme le directeur de la CIA, Allen Dulles, et le directeur du Bureau fédéral d'enquête, J. Edgar Hoover, ont recruté au moins un millier d'anciens agents nazis pour travailler en tant qu'espions et informateurs américains. Cela a été fait derrière le dos du peuple américain, et le président Truman en est venu à regretter profondément son rôle dans la création de ces agences.

« Je n'ai jamais pensé que lorsque j'ai mis en place la CIA, qu'elle serait injectée dans des opérations d'espionnage en temps de paix », écrit-il dans le *Washington Post* du 22 décembre 1963. « Certaines des complications et des embarras je pense que nous avons connu, sont en partie attribuables au fait que le bras du président de cette intelligence silencieuse a été si éloigné de son rôle prévu qu'il est interprété comme un symbole d'intrigue étrangère sinistre et mystérieuse—et un sujet pour la propagande ennemie de la guerre froide ».

Harry Truman s'adresse aux médias en 1945 à Washington, D.C. (AFP / AFP / Getty Images)

Au lieu de rendre la CIA plus responsable devant le peuple américain, les autorités gouvernementales ont permis à la communauté du renseignement de continuer à fonctionner avec une surveillance négligeable et une indépendance considérable, allant jusqu'à assassiner des dirigeants étrangers et surveiller illégalement les communications des citoyens américains, y compris le président des États-Unis. En 1971, un sténographe de la Marine avoua avoir fouillé dans des sacs brûlés, des enveloppes inter-bureaux et des porte-documents utilisés pour la communication entre le président Richard Nixon et le secrétaire d'État Henry Kissinger et a transmis des documents confidentiels au Comité des chefs d'état-major interarmées du Pentagone. (Cet acte d'espionnage fut connu sous le nom de l'affaire Moorer-Radford.) Le Comité des chefs d'état-major interarmées espionnait illégalement leur commandant en chef.

Lorsque le sénateur Frank Church a mené une enquête sur les activités de la CIA, du FBI et du Conseil de sécurité nationale dans les années 1970, il a averti que les progrès technologiques donnaient à ces agences des pouvoirs de surveillance sans précédent.

« Si ce gouvernement devenait une tyrannie, si un dictateur prenait le pouvoir dans ce pays, la capacité technologique que la communauté du renseignement a donné au gouvernement pourrait lui permettre d'imposer une tyrannie totale, et il n'y aurait aucun moyen de riposter parce que même l'effort le plus prudent pour combiner ensemble la résistance au gouvernement, peu importe si cela serait fait en privé, est à la portée du gouvernement de savoir », a dit le sénateur Church sur l'émission de télé *Meet the Press* de la NBC en 1975. « Je ne veux pas voir ce pays franchir le pont. Je sais que la capacité est là pour faire une tyrannie totale en Amérique, et nous devons veiller à ce que cette agence et tous les organismes qui possèdent cette technologie opèrent à l'intérieur de la loi et sous une supervision adéquate, afin que nous ne franchissions jamais cet abîme ».

Mais les capacités technologiques que Church nous a mis en garde se sont renforcées sous les présidences de George W. Bush et de Barack Obama. Le président Bush a signé un décret en 2002 autorisant la NSA à espionner les citoyens américains et les ressortissants étrangers si le gouvernement soupçonnait qu'ils avaient des liens avec des terroristes. Même si le président Obama a promis de limiter la collecte de données des citoyens américains, il a grandement élargi le pouvoir établi de surveillance de l'Amérique. Pendant son administration, les agents du renseignement surveillaient illégalement les journalistes, les membres du Congrès, la campagne présidentielle Trump et des millions de citoyens américains.

Même si Barack Obama n'est plus président, la plupart des 850 000 personnes qui détenaient des autorisations *stop secret* dans son administration sont toujours au travail.

La quatrième branche du gouvernement

Que nous l'appelions l'État profond ou quelque chose d'autre, il est indéniable que Washington a une bureaucratie profondément incrustée qui existe depuis des décennies. Beaucoup de ces bureaucrates s'opposent farouchement au président Trump et à son entourage. Les problèmes que cette réalité crée représentent une énorme distorsion de la façon dont les pères fondateurs de l'Amérique ont établi le gouvernement.

Le Capitole des États-Unis (G), la Maison-Blanche (C), et le bâtiment de la Cour Suprême(®iStock)

Lorsque les rédacteurs de la Constitution américaine ont conçu trois branches égales du gouvernement, ils ont donné au pouvoir législatif le pouvoir de rédiger des lois, le pouvoir judiciaire d'interpréter les lois et le pouvoir exécutif d'appliquer les lois. La bureaucratie gigantesque dont beaucoup d'Américains imaginent lorsqu'ils pensent au gouvernement fédéral ne figure absolument pas dans la Constitution. Elle est supposée d'exister uniquement pour servir le pouvoir exécutif—qui est le président—dans l'exercice de ses fonctions constitutionnelles. Au lieu de cela, elle est devenue une quatrième branche non élue du gouvernement.

Les premiers présidents étaient assistés par un nombre limité de fonctionnaires qu'ils avaient nommés et appointés. Environ 1 000 employés non militaires ont aidé George Washington. Un siècle plus tard, environ 40 000 employés non militaires assistaient Benjamin Harrison. Moins de 50 ans plus tard, Franklin Roosevelt a fait gonfler le nombre de bureaucrates fédéraux à 3,5 millions d'employés non militaires. Aujourd'hui, il y a 2 794 000 employés fédéraux dans 15 départements, 69 agences et 383 sous-agences non militaires. Cet état administratif tentaculaire a consommé 3,98 trillions de dollars en 2017, soit un cinquième de la production économique totale des États-Unis.

Ces bureaucrates non élus sont techniquement censés relever du président, mais il y en a beaucoup trop à gérer. Les nouveaux présidents nomment moins de 1 pour cent des postes fédéraux. Les 99 pour cent restants sont des bureaucrates de carrière. C'est pourquoi la plupart des agences fédérales ont évolué en entités indépendantes sur lesquelles le président a un contrôle limité. L'État profond ne consiste pas seulement en agents de renseignement ; c'est beaucoup plus grand que ça. Cela est très préoccupant pour quiconque croit que la force, la stabilité et la survie de l'Amérique dépendent des principes de la liberté individuelle dans les gouvernements constitutionnels.

« Cette croissance exponentielle a conduit à une puissance et une indépendance croissante pour les agences », a écrit Jonathan Turley, professeur de droit à Georgetown, dans un éditorial du *Washington Post*. « Le changement d'autorité a été stupéfiant. La quatrième branche a maintenant un impact pratique plus important sur la vie des citoyens que toutes les autres branches réunies » (24 mai 2013).

Une étude a révélé que les législateurs élus au Congrès ont décrété 138 lois publiques en 2007—tandis que les bureaucrates fédéraux non élus ont établi 2 926 règlements. Une étude similaire a révélé que les juges fédéraux gèrent environ 95 000 procédures chaque année, comparé à 939 000 affaires jugées par des « tribunaux » administratifs rattachés à des agences fédérales individuelles à l'intérieur du pouvoir exécutif. Altérant la séparation des pouvoirs établis dans la Constitution, de nombreuses bureaucraties fédérales possèdent les trois pouvoirs de la législature (les règlements), le judiciaire (les « tribunaux » administratifs) et l'exécutif (l'application par des agents armés).

Si les Américains ne sont plus gouvernés par des lois votées par leurs représentants élus, ils ne vivent plus dans une république démocratique. Ils vivent dans une technocratie autoritaire dirigée par des bureaucrates puissants et non élus, des fonctionnaires, des chefs militaires et des agents du renseignement.

La vengeance des bureaucrates

Donald Trump est quelqu'un venant de l'extérieur de la politique qui a promis de réduire le gouvernement, (« drainer le marais »), qui renvoie le pouvoir sur la vie d'un individu à son gouvernement d'État, au gouvernement local ou à lui-même. L'ancien stratège en chef du président, Steve Bannon, a déclaré que la « déconstruction de l'État administratif » était un objectif essentiel de l'administration Trump. Même après le départ de Bannon, le président Trump a depuis intensifié sa guerre contre les règlements fédéraux, promettant en décembre dernier de réduire le code des règlements fédéraux par un

stupéfiant 87 pour cent.

« La croissance sans fin de la bureaucratie aux États-Unis a été freiné tel un merveilleux et soudain crissement », a-t-il dit. « Nous allons couper un ruban parce que nous revenons en dessous du niveau de 1960, et nous y serons assez rapidement ».

Pour atteindre cet objectif, le président Trump a signé un décret présidentiel obligeant les organismes fédéraux à supprimer deux anciens règlements pour chaque nouvelle réglementation qu'ils adoptent. Il a utilisé des compressions budgétaires et un gel de l'embauche pour réduire la main-d'œuvre fédérale de près de 17 000 employés jusqu'à présent. Il a également élaboré un plan visant à doter les tribunaux de juges chargés de remettre en question le pouvoir croissant des organismes fédéraux d'élaborer, d'interpréter et d'appliquer des règlements fédéraux.

Tout cela réduit l'autorité des bureaucrates du gouvernement qui tirent leur pertinence, leur mode de vie et leur salaire de l'argent qui leur est versé par les contribuables en échange de la micro gestion de la vie des gens.

Par conséquent, les fonctionnaires fédéraux ont de fortes motivations de subvertir l'ordre du jour du président. Quelques jours après que le président Trump fut entré en fonction et après qu'il eut établi une interdiction de voyager dans plusieurs pays du Moyen-Orient, le chef par intérim du ministère de la Justice a refusé de l'appliquer. Peu de temps après, le *Washington Post* a rapporté que les bureaucrates cherchaient conseils auprès des personnes nommées par Obama pour savoir comment repousser l'administration Trump (lequel, constitutionnellement, ils étaient censés servir). Les bureaucrates ont attentivement minuté et soigneusement ciblé les fuites d'informations qui, selon eux, nuiraient au président. Ils ont fourni ces informations à des canaux médiatiques puissants et favorables dans le but de saper la nouvelle administration.

Coup d'État de l'État profond

Tandis que les bureaucrates fédéraux tentent de subvertir l'ordre du jour du président, les hauts dirigeants du FBI essaient de renverser le résultat de l'élection présidentielle de 2016. Les messages récupérés échangés par l'agent du FBI Peter Strzok et l'avocate du FBI Lisa Page révèlent que Strzok a déclaré au directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe, que le département avait besoin d'une « police d'assurance » au cas où Donald Trump serait élu. Au cœur de cette « police d'assurance » se trouve un dossier produit par la société d'intelligence stratégique Fusion GPS. Il affirme que la campagne de Trump a conspiré avec la Russie pour voler les élections.

Ce dossier a été payé par la campagne d'Hillary Clinton et aucune de ses affirmations n'a été vérifiée. Pourtant, le FBI a utilisé le dossier pour obtenir un mandat de la Cour de Surveillance du Renseignement Étranger des États-Unis pour espionner l'ancien conseiller de campagne de Trump, Carter Page. En appliquant une règle de « deux bonds », ce mandat permettait au FBI d'espionner Page, toute personne connectée à Page, et toute personne connectée à toute personne connectée à Page (incluant éventuellement M. Trump lui-même).

Bien que sachant que le dossier n'a pas été vérifié, le président Obama a convoqué une réunion d'officiels clés de la communauté américaine du renseignement, le 5 janvier 2017, pour discuter de la manière dont l'enquête du FBI sur la campagne de Donald Trump pourrait se poursuivre après l'investiture de M. Trump. Cette réunion comprenait le directeur de la CIA John Brennan, le directeur du FBI James Comey, le directeur de l'Agence nationale de la sécurité Michael Rogers et le directeur du Renseignement national, James Clapper. Ils ont discuté de la façon de poursuivre l'enquête sur le prochain président en exercice. S'ils avaient pu empêcher Donald Trump d'entrer en fonction, ils auraient efficacement organisé un coup d'État en renversant les résultats d'une élection démocratique.

John Brennan, James Comey, James Clapper, Robert Mueller, et Michael Rogers.

L'ancien directeur du FBI, Robert Mueller, dirige actuellement une enquête en tant que procureur spécial sur les allégations d'ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle de 2016. Même s'il n'a trouvé aucune preuve de collusion entre la campagne de Trump et la Russie, les démocrates, comme le représentant Al Green et le milliardaire Tom Steyer, utilisent encore les rumeurs générées par le dossier Steele de Clinton comme une arme pour attaquer le président Trump.

C'est la « police d'assurance » dont Strzok et McCabe ont discuté. Si les agents de l'État profond peuvent utiliser des rumeurs non vérifiées pour garder un candidat politique qu'ils n'aiment pas d'entrer en fonction, que ne peuvent-ils pas faire ? Que se passe-t-il lorsque la communauté du renseignement se rebelle et commence à combattre son propre patron ? Dans le passé, dans des nations comme la Turquie et l'Égypte, les gens se sont soulevés contre l'État profond quand il a essayé de renverser les résultats d'une élection démocratique. Le fossé entre le président Trump et l'État profond américain est plus sérieux que la plupart des gens le réalisent. Le président est en guerre avec l'État de surveillance le plus technologiquement avancé qui existe et les choses vont devenir violentes.

La révolution et la guerre

Les Américains d'aujourd'hui ne vivent pas dans la nation de leurs Pères fondateurs, ni même de leurs propres pères. Le gouvernement de la nation s'éloigne de la république constitutionnelle qu'elle était autrefois et évolue en une technocratie autoritaire. Le président Trump mène une révolte populiste contre l'État profond américain.

La Bible révèle que cette révolte se terminera par un bain de sang sans précédent, à moins que la nation dans son ensemble se tourne vers Dieu dans la repentance !

Dans *Les Anglo-Saxons selon la prophétie*, Herbert W. Armstrong a expliqué comment la Grande-Bretagne et l'Amérique modernes sont descendues de l'ancien Israël. La Bible rapporte qu'à l'époque juste avant le retour de Jésus-Christ, un comportement de péché parmi les Israélites conduirait à la corruption du gouvernement et à une révolution violente.

« Malheur à la nation pécheresse, au peuple chargé d'iniquités, à la race des méchants, aux enfants corrompus ! Ils ont abandonné l'Éternel, ils ont méprisé le Saint d'Israël. Ils se sont retirés en arrière. Quels châtiments nouveaux vous infliger, quand vous multipliez vos révoltes ? La tête entière est malade, et tout le cœur est souffrant. De la plante du pied jusqu'à la tête, rien n'est en bon état : Ce ne sont que blessures, contusions et plaies vives, qui n'ont été ni pansées, ni bandées, ni adoucies par l'huile. Votre pays est dévasté, vos villes sont consumées par le feu, des étrangers dévorent vos campagnes sous vos yeux, ils ravagent et détruisent, comme des barbares » (Ésaïe 1 : 4-7).

Ce passage décrit la cause et l'effet. Le gouvernement est malade. La nation est faible. Mais pourquoi ? Parce que les gens sont « chargés d'iniquité ». Parce que le gouvernement est malade et faible, le peuple « se révolte de plus en plus ».

Ce n'est pas une coïncidence si l'État profond s'est élevé tandis que la moralité de la nation a chuté. Le blasphème, la corruption, la convoitise, l'éclatement de la famille, la haine, l'idolâtrie, le meurtre, les péchés sexuels et le vol ont consumé l'Amérique. Les gens ont abandonné la responsabilité personnelle et la moralité biblique. Ils ont embrassé l'individualisme égoïste, le bien-être social et le matérialisme. En conséquence, ils se tournent vers le gouvernement pour le soutien, au lieu de compter sur Dieu. En déléguant de plus en plus de pouvoir à l'autorité centrale d'un gouvernement dirigé par l'homme, les citoyens américains ont créé un État administratif ayant le pouvoir de confisquer les libertés de ceux qui s'y opposent.

Alors que des millions d'Américains peuvent maintenant se réveiller face à la menace de ce réseau tentaculaire de départements que présente l'État profond à la nation, leur révolution populiste ne s'attaque pas aux causes profondes derrière cette crise. La corruption et la division amère en Amérique aujourd'hui mènent à un conflit si dévastateur que tout le pays sera en désolation, et ses villes brûleront par le feu. Ces problèmes graves ne sont pas causés par un homme ou un groupe de fonctionnaires du gouvernement. En fin de compte, ils sont causés par les péchés du peuple américain dans son ensemble. Seul le repentir du peuple peut empêcher la maladie du gouvernement américain de dégénérer en une révolution et une guerre à grande échelle.

« Beaucoup d'Américains sont troublés par les divisions et les haines qui s'expriment en ce moment », a écrit le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry. « Mais ils ont besoin d'être beaucoup plus concernés qu'ils ne le sont ! Les problèmes vont s'aggraver et s'empirer jusqu'à ce que les gens comprennent le message, et qu'ils apprennent pourquoi ces catastrophes se produisent ! La victoire de Donald Trump est un signe prophétique d'une guerre civile imminente et de l'anarchie, suivie de la pire défaite militaire de l'Amérique ! Mais ne blâmez pas les politiciens ou ceux qui se servent du racisme comme appât ou les émeutiers professionnels. Cette situation existe en Amérique seulement à cause des péchés de la nation—de tous les Américains ! Nous ne pouvons plus ignorer ce que nous avons récolté en nous abandonnant au péché. C'est le temps de rendre des comptes ! » (Janvier 2017).

Tous les Américains doivent se rendre compte que seul Jésus-Christ peut résoudre les graves problèmes de leur gouvernement. Ce n'est qu'alors que Dieu établira Son gouvernement et remplacera le gouvernement aux États-Unis et les gouvernements de toutes les nations. Ce gouvernement ne sera pas une république démocratique, ni une technocratie autoritaire. Ce sera une théocratie constitutionnelle, avec la loi de Dieu comme Constitution et le Christ régnant comme Roi des rois. ▪

Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de

Les Anglo-Saxons selon la prophétie

maintenant en cliquant ici.